

ne me fait pas défaut, ce point a été soulevé au sujet des traités conclus avec l'Espagne et la France, je crois, à tout événement en ce qui concerne la France, que la colonie anglaise ne profita par des concessions faites aux marchands anglais.

M. FOSTER ; Parce qu'une exemption spéciale à cet effet se trouvait dans le traité conclu avec la France.

CONTRATS.

La chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Macdonald (Huron), portant qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour un état faisant connaître tous les contrats donnés par le gouvernement, par soumissions, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er juillet 1891.

M. MACDONALD (Huron) : Je demande qu'on me permette de retirer cette proposition.

La proposition est retirée.

M. MACDONALD (Huron) : Je demande -

Un état indiquant tous les contrats donnés dans les ministères des travaux publics et des chemins de fer et canaux, excédant le chiffre de \$5,000, depuis le 30 juin 1887 jusqu'au 30 juin 1891 : 1. Ceux accordés au plus bas soumissionnaire et ceux donnés à d'autres, et le montant dans chaque cas ; 2. La différence entre le prix donné et celui mentionné dans la plus basse soumission ; 2. Les raisons pour lesquelles la plus basse soumission n'a pas été acceptée ; 4. Dans le cas où des dépôts devaient accompagner chaque soumission, quel était le pourcentage sur le chiffre de la soumission ; 5. Les dépôts ou aucuns d'entre eux ont-ils été remis aux soumissionnaires qui ont retiré leur soumission ou qui ont refusé d'accepter le contrat qui leur avait été accordé ?

La proposition est adoptée.

ORDRE DE PRODUCTION DE RAPPORTS.

Adresse demandant copie de tous rapports émanant de ministres de la Couronne en vertu desquels ont été émis des mandats du Gouverneur général pendant la dernière vacance du parlement, et copie des arrêtés du conseil autorisant l'émission des dits mandats.—(M. Mulock).

ÉTAT DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Avec la permission de la chambre, j'aimerais à dire au ministre de la milice qu'hier, sur la demande d'un état des importations et exportations, j'ai cru lui entendre dire que cet état serait long à préparer. Or, la préparation de cet état serait-elle longue si l'on faisait une distinction entre les importations des produits du Canada et les importations des autres pays : car bien que ce renseignement soit important, je ne voudrais pas retarder le rapport trop longtemps, et je dirai à l'honorable ministre—je suppose qu'il est ministre suppléant des douanes—qu'il serait très important pour la chambre qu'un état, tel que publié ordinairement dans la *Gazette*, des importations et exportations, fût d'abord soumis, laissant au ministre de choisir le temps convenable pour soumettre l'état des produits

M. BOWELL : Je crois que l'honorable député n'a pas très bien compris. J'ai dit qu'un état jusqu'au 1er mars était soumis, et qu'il s'écoulerait un certain temps avant que le ministre reçoît les renseignements nécessaires pour permettre au gouvernement de se conformer à l'ordre de la chambre ; mais je n'ai pas d'objection à soumettre le rapport de la manière proposée, car il importe que tous ces renseignements soient soumis à la chambre aussitôt que possible.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je voudrais les renseignements qu'obtient le ministère des douanes les jours qui précèdent le commencement de chaque mois, pour son propre usage. J'ignore si ces renseignements font, ou non, une distinction des produits ; je ne le crois pas.

M. BOWELL : Si l'honorable député veut examiner la question un moment, il comprendra qu'il faut plus que quelques jours pour obtenir ces rapports. Depuis six ans, j'ai dû, chaque année, répéter une explication semblable à l'honorable député ; néanmoins, ces renseignements seront produits.

La motion est adoptée.

Sir JOHN THOMPSON : Je propose que la séance soit levée.

La motion est adoptée, et la séance est levée à 4 p. m.

CHAMBRE DES COMMUNES.

MERCREDI, 9 mars 1892.

L'ORATEUR ouvre la séance à trois heures.

PRIÈRE.

M. L'ORATEUR informe la chambre que le greffier de la chambre a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie un certificat de l'élection de l'honorable James-Colebrooke Patterson, pour le district électoral de Huron ouest.

COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE.

Sir JOHN THOMPSON : Je propose que—

Sir Adolphe Caron et MM. Amyot, Cockburn, Davies, Davin, Desjardins (Hochelaga), Desjardins (L'Islet), Edgar, Fraser, Kirkpatrick, Laurier, McNeill, Mills (Bothwell), O'Brien, Rinfret, Scriver, Weldon et White (Shelburne) soient nommés pour faire partie d'un comité spécial chargé d'aider l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette chambre et pour agir comme membres d'un comité mixte des deux chambres devant s'occuper de la bibliothèque ; et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

La motion est adoptée.

COMITÉ MIXTE DES IMPRESSIONS.

Sir JOHN THOMPSON : Je propose—

Qu'il soit ordonné d'envoyer au Sénat un message informant Leurs Honneurs que cette chambre s'unit à eux pour former un comité mixte des deux chambres au sujet des impressions du parlement ; et que les membres du comité spécial permanent des impressions, savoir : MM. Amyot, Bergin, Bourassa, Chapleau, Charlton, Davin, Desjardins (Hochelaga), Grandbois, Innes, Kaubach, Landerkin, Macintosh, McLean, McMillan, Patterson (Huron), Putnam, Rider, Somerville, Stevenson, Taylor et Tisdale agiront au nom de cette chambre comme membres du dit comité mixte des impressions du parlement.

La motion est adoptée.

RAPPORT.

Rapport annuel du département des affaires des Sauvages pour l'année expirée le 31 décembre, 1891.—(M. Dewdney.)

ADMISSION DES FARINES CANADIENNES A TERRENEUVE.

M. HUGHES : Je demande—

Copie de la correspondance faisant voir les mesures prises par le gouvernement pour assurer l'admission des farines canadiennes dans l'île de Terre-Neuve à des conditions raisonnables.